

DIGICEL ANTILLES FRANCAISES GUYANE

REPONSE A LA CONSULTATION PUBLIQUE

« Attribution de fréquences dans les bandes 900 MHz, 700 MHz et 3,4-3,8 GHz en Guadeloupe et en Martinique »

du 16 février 2022 au 4 avril 2023

VERSION PUBLIQUE

1. INTRODUCTION

Question n°1. Souhaitez-vous utiliser des fréquences dans la bande 900 MHz en Guadeloupe et en Martinique au-delà de 2025 ? Si oui, quelle quantité ?

Nous souhaitons pouvoir utiliser *a minima* [SDA] MHz duplex au-delà de 2025.

Question n°2. Quelles observations avez-vous, le cas échéant, sur une attribution anticipée de la totalité de la bande 900 MHz en Guadeloupe et en Martinique ?

L'enjeu majeur pour Digicel est [SDA].

Dans ce contexte, l'attribution anticipée de la bande 900 MHz s'entend, mais ne doit aucunement conduire à retarder davantage l'attribution de la bande 700 MHz.

2. DEFINITION ET CONDITIONS TECHNIQUES

Question n°3. Souhaitez-vous déployer des équipements 5G dans la bande 900 MHz ? À quel horizon ?

Cela dépendra de la capacité totale liée aux fréquences basses propres obtenues au terme des attributions, et de l'évolution à la baisse du trafic voix sur la bande 900 MHz une fois les fréquences basses réattribuées.

Question n°4. Dans quelle mesure les services 2G et 3G pourraient-ils être offerts sur d'autres bandes de fréquences que la bande 900 MHz ?

Nous n'envisageons pas de proposer de la 2G sur d'autres bandes de fréquences que la bande 900 MHz, car les clients ayant encore des terminaux supportant la 2G seule sont majoritairement dans des zones rurales. Il est davantage envisagé d'éteindre la 2G à terme.

L'utilisation de la 3G dans d'autres bandes que la bande 900 MHz n'est envisageable que partiellement, car nombre de clients utilisant un mobile compatible 2G/3G seul résident encore en zone rurale et pourraient perdre du service, les sites Radio étant encore majoritairement déployés en zone urbaine.

L'autre condition à l'utilisation partielle de la 3G sur des fréquences hautes serait le nettoyage des blocks de fréquences hautes brouillées aux frontières, notamment la bande 2100 MHz, ou un réalignement des plans de fréquences avec les pays voisins.

Enfin, l'utilisation totale du service 3G sur des fréquences hautes est étroitement corrélée au nombre de blocks de fréquences basses total obtenu dans les bandes 700 MHz et 900 MHz (diminuer le maximum d'utilisation de data 4G actuelle depuis les fréquences hautes vers les fréquences basses (couvrant la 4G et la 5G)).

Question n°5. En tant qu'opérateur, avez-vous, le cas échéant, l'intention de continuer l'utilisation de la bande 900 MHz pour offrir des services 2G ou 3G ?

Digicel a l'intention d'éteindre la 2G au gré des évolutions techniques. Cette extinction nécessitera notamment que l'ensemble des sites en liaisons louées soit migré en fibre optique et que le taux de pénétration des téléphones mobiles supportant *a minima* la 3G soit satisfaisant.

Concernant l'extinction de la 3G, elle sera envisageable [SDA].

Question n°6. Le cas échéant, à quel horizon envisagez-vous d'arrêter la 2G et/ou la 3G ?

Nous envisageons [SDA]. S'agissant de [SDA].

3. COORDINATION AVEC LE CALENDRIER D'ATTRIBUTION DES BANDES 700 MHz ET 3,4 - 3,8 GHz

Question n°7. Un lancement concomitant des procédures d'attribution des bandes 700 MHz, 900 MHz et 3,4-3,8 GHz en Guadeloupe et en Martinique vous paraît-il-pertinent ? Si non, Pourquoi ?

Nous comprenons la révision du projet initial de modalités d'attribution des bandes 700 MHz et 3,4 - 3,8 GHz en Guadeloupe et en Martinique, à raison de la négociation en cours d'accords de coordination aux frontières.

Toutefois, cette négociation ne doit pas conduire à retarder davantage le processus d'attribution de la bande 700 MHz, déjà finalisé à la Réunion et Mayotte et sur le point de l'être en Guyane, à Saint-Martin et à Saint-Barthélemy.

En effet, la procédure d'attribution des fréquences 4G a conduit à fortement affecter la structure de la concurrence en créant un déséquilibre des patrimoines de fréquences en bandes basses.

Dans ce contexte, l'urgence demeure avant tout, pour le marché et les usagers, le rééquilibrage pérenne des patrimoines de fréquences basses entre opérateurs. Cette urgence doit conduire à lancer sans délai l'attribution de la bande 700 MHz.

Une telle urgence s'impose d'autant plus pour Digicel que celle-ci a déjà réalisé les investissements nécessaires à l'exploitation de la bande 700 MHz, sur la base des dates de lancement des procédures qui avaient été annoncées, ces investissements ayant été réalisés qui plus est dans un contexte post-Covid.

5. MECANISME DE SELECTION GROUPANT L'ATTRIBUTION DES BANDES 700 MHz ET 900 MHz

Question n°8. Un mécanisme d'attribution « par paquets » tel que celui décrit ci-avant semble-t-il pertinent ? Pour quelles raisons ?

Comme indiqué en réponse à la question 7, l'urgence est une attribution sans délai dans la bande 700 MHz.

Question n°9. Quels sont les principes qui selon vous devraient guider la constitution de ces paquets ? Identifiez-vous des combinaisons qui devraient être écartées ou à l'inverse privilégiées ? Si oui, lesquelles ?

Dans une mécanique d'attribution « par paquets » telle que décrite dans la consultation, et considérant le contexte de rareté des ressources concernées ainsi que le caractère stratégique des fréquences basses pour les opérateurs, la limitation des déséquilibres des portefeuilles de fréquences « *non impactées* » par les problématiques de coexistence aux frontières fait sens.

Prévoir l'attribution de paquets comprenant un minimum de fréquences « compatibles » est un principe à retenir. Toutefois, il ne serait pas suffisant.

En effet, l'objectif de concurrence effective et loyale au bénéfice de l'utilisateur final et de l'investissement qui doit prévaloir à l'attribution des fréquences, impose également une limitation de la quantité de fréquences qu'un opérateur pourrait détenir dans *l'ensemble* des bandes basses, c'est-à-dire dans les bandes 700 MHz et 900 MHz mais aussi 800 MHz.

Une telle limitation est indispensable pour garantir une concurrence réelle sur les marchés concernés, l'accès aux ressources spectrales représentant un élément clé de structuration du marché.

Une telle limitation s'est d'ailleurs imposée pour ces motifs dans les procédures d'attribution de la bande 700 MHz en Guyane, à Saint-Martin et Saint-Barthélemy, à la Réunion et à Mayotte, où un plafond de 30 MHz maximum pour chaque candidat a été imposé sur les 95 MHz existantes. Une telle limitation a également été initialement envisagée par l'Autorité pour l'attribution objet de la présente consultation.

A date, deux opérateurs détiennent chacun plus du tiers des fréquences basses attribuées en Martinique et Guadeloupe, et donc ensemble plus des deux tiers de ces fréquences. Ils bénéficient par ailleurs de 10 MHz de fréquences basses compatibles avec les plans de fréquences des pays voisins dans la bande 800 MHz.

[SDA]

Aussi, Digicel estime que chaque opérateur ne devrait pas disposer de plus de 20 MHz « compatibles » dans l'ensemble des bandes basses, à savoir 700 MHz, 900 MHz et 800 MHz.

6. AUTRES

Question n°10. Avez-vous d'autres remarques ?

Non.

-Fin du document-